

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 23 AVRIL 2014

SOMMAIRE

- 1) Croissance en légère hausse
- 2) Il a perdu...
- 3) Pourquoi rester...
- 4) Le livre qui booste
- 5) Encore elle
- 6) Les rentiers...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) La France va relever à 1% sa prévision de croissance pour 2014



Le gouvernement français va relever à 1% sa prévision de croissance économique pour 2014, conserver sa prévision de 1,7% pour 2015 et relever à 2,25% sa prévision pour 2016, selon le quotidien Les Echos à paraître mardi. Les autorités françaises prévoyaient jusqu'à présent une croissance de 0,9% cette année, 1,7% en 2015 et 2% par la suite. /Photo d'archives/REUTERS/Jean-Paul Pélissier

Le gouvernement français va relever à 1% sa prévision de croissance économique pour 2014, conserver sa prévision de 1,7% pour 2015 et relever à 2,25% sa prévision pour 2016, écrit le quotidien Les Echos à paraître mardi.

Les autorités françaises prévoyaient jusqu'à présent une croissance de 0,9% cette année, 1,7% en 2015 et 2% par la suite.

Le gouvernement présentera mercredi son nouveau programme de stabilité qui fixe sa trajectoire actualisée de réduction des déficits publics jusqu'à la fin du quinquennat.

Ce programme devrait viser l'objectif de 3% du PIB pour le déficit fin 2015.

(Jean-Baptiste Vey, édité par Marine Pennetier)

capital.fr

II) "Le PS a largement perdu l'électorat musulman"



Par Marie Lemonnier

Le chercheur Gilles Kepel est allé à la rencontre des candidats issus de l'immigration maghrébine. "Ils ne sont pas tous de gauche et se revendiquent d'abord français". Entretien.



Samia Ghali, candidate malheureuse à la primaire PS à Marseille, reste après l'élection la seule maire de secteur de gauche (20 MINUTES/MAGNIEN/SIPA)

Le chercheur a rencontré une centaine des 400 candidats issus de l'immigration maghrébine aux

élections législatives de 2012. Pourquoi et comment sont-ils entrés en politique ? Entretien avec Gilles Kepel.

Vous publiez "Passion française", une enquête à Marseille et à Roubaix sur les candidats issus de l'immigration maghrébine aux élections législatives de 2012. Pourquoi et comment avez-vous procédé ?

- Au lendemain des législatives, en regardant la liste des candidats, j'ai remarqué près de 400 noms à consonance arabe ; une demi-douzaine d'entre eux figurent au nombre des 577 élus. Or c'est la première fois que cela se produit depuis l'époque de l'Algérie française qui avait donné 49 députés musulmans à l'Assemblée. J'ai eu envie de voir ce que ces citoyens, qui se sont présentés pour incarner le peuple français, avaient à dire. Pour ce livre, je me suis concentré sur Marseille et Roubaix, ville et commune les plus pauvres de France, qui étaient éminemment symboliques.

Au-delà de leurs origines, avez-vous trouvé des similitudes dans leurs profils ?

- En réalité, le spectre est assez varié. Ils ne sont pas tous de gauche. Il y en a qui sont de droite, et même du Front national. La majorité est plutôt "antisystème", ce qui la rend parfois réceptive à la critique de "l'UMPS" et aux idées du FN. Mais le grand point commun, c'est qu'ils se revendiquent d'abord français.

On estime pourtant généralement que les musulmans votent très majoritairement à gauche.

- C'est vrai. L'"électorat musulman" apparaît même comme le plus hollandais en 2012, puisque selon les instituts de sondage entre 72 et 89% des électeurs qui se définissent musulmans ont voté pour François Hollande. Mais, pour cette galerie de portraits, j'ai volontairement choisi d'avoir le spectre le plus large possible plutôt qu'un échantillon réellement représentatif. J'ai voulu montrer cette diversité, qui prouve qu'il n'y a pas ou plus de vote musulman bloqué.

Le PS a largement perdu cet électorat aux municipales de 2014. Toutes les raisons de ces voix manquantes pour le PS émergent dans les discours des candidats que j'ai interrogés mais

auxquels on n'avait pas prêté attention. Les musulmans se sont manifestés comme citoyens à part entière, même par l'abstention, qui est une forme de choix électoral. Et c'est aussi cela que disent la poussée de la droite et le franchissement du tabou du FN dans ces populations, lorsqu'il a lieu.

Justement, Aulnay-sous-Bois, Bobigny, Le Blanc-Mesnil, Argenteuil, Asnières..., toutes ces villes, dont certaines étaient des bastions de la gauche et du Parti communiste, ont basculé à droite. Comment l'expliquez-vous ?

- Il nous reste à étudier précisément les facteurs qui ont été les plus déterminants pour ces électeurs, mais je crois qu'il y a d'abord l'aggravation de la précarité dans la jeunesse. Il y a aussi le fait qu'en 2012 le rejet de Sarkozy a été très fort et qu'il ne jouait plus ici. Et puis il y a la déréliction de l'image du PS à cause du mariage gay. La Manif pour tous a fourni une possibilité d'identification avec les cathos de droite et anti-gay, par le biais des valeurs, pour s'affirmer français. C'est une mutation significative. Le parcours d'un Omar Djellil, ex-trésorier d'une mosquée marseillaise, ex-membre d'un gang, puis de SOS-Racisme, qui s'affiche désormais avec Jean-Marie Le Pen, aussi déconcertant soit-il, permet de comprendre ce qui se passe de façon plus latente et diffuse. Lui, dans le FN, n'entend pas le propos contre l'islamisation, mais le propos contre l'exclusion.

Cette percée du FN paraît néanmoins tout à fait paradoxale.

- Je ne pense pas du tout que la majorité de cette population soit d'extrême droite, loin de là. Le gros des votes, c'est l'abstention plus qu'un passage à droite. Mais le tabou du FN a sauté. Il est important de relever cette rupture. Et du moment que les enjeux sociaux, qui sont de mon point de vue les principaux, ne sont pas traités et que les identifications ne se font plus avec la classe ouvrière disparue, d'autres types de discours prennent la relève.

Vous pensez à Alain Soral et à la querelle de la quenelle ?

- Soral et son site Egalité et Réconciliation font le lien entre le Front national et la jeunesse française

des quartiers populaires issue de l'immigration. La quenelle de Dieudonné en est l'expression la plus triviale. Mais il y a aussi le combat communautaire islamique que veut susciter un site comme Islam & Info. Sur le web, islamophobie, halal et théorie du genre sont devenus un champ de bataille propice à toutes les surenchères.

La crainte de listes communautaristes ne s'est

- C'est la bonne nouvelle du livre : même quand ils se réclament de la dimension musulmane, dès lors qu'ils entrent dans le jeu politique, ces candidats se définissent avant tout comme français. Le seul lobby communautaire affiché, c'est l'Union des Associations musulmanes de Seine-Saint-Denis (UAM 93). Mais ça ne marche pas vraiment, car les électeurs de confession musulmane ne vont pas voter indifféremment Jean-Pierre Brard, ex-communiste, ou Bruno Beschizza, UMP, uniquement parce qu'ils ont accepté l'ouverture d'une mosquée. Ils votent comme tous les autres citoyens, en fonction de leur préférence politique et sociétale. Cependant la persistance de l'exclusion risque à terme de les pousser vers une grande communauté des exclus contre les "élites" et les "sionistes"...

Donc la menace n'est pas tant selon vous dans la tentation d'un vote communautariste musulman que dans le développement d'un certain "soralisme".

- Ca me semble en effet plus important. Soral se définit maintenant comme national-socialiste, ce qui était la rhétorique des partis politiques de l'entre-deux-guerres pour cumuler différents électorats. Ce sont des pièces qui se disposent sur

Vous semblez renvoyer en miroir l'Algérie française d'avant 1962 et une France contemporaine que vous qualifiez d'"algérienne". On ne peut cependant pas sérieusement comparer la colonisation de l'Algérie par une puissance dominante à la France d'aujourd'hui qui compte en son sein des enfants de l'immigration algérienne ! A moins de vouloir laisser entendre qu'elle serait à son tour "colonisée" par les enfants de l'immigration ?

- Non, pas du tout. Les immigrés ne sont pas une

puissance coloniale. Quand je parle de la "France algérienne", il s'agit d'une France reléguée qui en 1983 va manifester de Marseille à Roubaix, à travers les quartiers populaires où est concentrée cette population, jusqu'à l'Élysée où le président Mitterrand n'est autre que l'ancien ministre de l'Intérieur pendant la guerre d'Algérie. C'est une dimension extrêmement importante de nos blocages identitaires, et qui n'a pas été réglée.

La France et l'Algérie n'ont pas véritablement assumé l'importance du mixte de leur relation de 132 années. Elle a été occultée à la fois par le discours nationaliste algérien et par le discours nationaliste français. Malgré la Marche des Beurs de 1983, les enfants de l'immigration sont restés exclus de la participation réelle à la politique, SOS-Racisme diluant les beurs dans le chaudron des potes. La situation a finalement été débloquée par le big bang des émeutes de 2005. Comme un retour du refoulé de 1983, ces violences ont servi de déclencheur pour l'inscription sur les listes électorales. A partir de là, les jeunes issus de l'immigration maghrébine, mais aussi sahélienne, vont assumer leur entrée dans la citoyenneté et les enceintes politiques. Et ça, c'est inédit !

Propos recueillis par Marie Lemonnier - "Le Nouvel Observateur"

nouvelobs.com

III) Mais pourquoi la gauche du PS reste-t-elle au PS ?

Peu emballée par la politique du gouvernement Ayraut, voici l'aile gauche du PS atterrée par la nomination de Manuel Valls et les dernières annonces de celui-ci.



Le député PS Jérôme Guedj et le vice-président PS d'Ile-de-France Emmanuel Maurel, lors des vœux du courant Maintenant La Gauche, le 13 janvier à Paris. (MAXPPP)



Par Fabien Magnenou

Socialistes et en colère. Depuis l'arrivée de Manuel Valls à Matignon, l'aile gauche du PS truste les plateaux télé et les pages de journaux pour dénoncer le pacte de responsabilité, les économies budgétaires ou pour s'émouvoir de l'image droitière du nouveau Premier ministre. Les élus de cette sensibilité ont ainsi dénoncé "le gel des prestations sociales" dans un courrier publié jeudi 17 avril.

Un chahut inédit dans la majorité, à tel point que l'état-major perd patience. "Quand on ne se sent pas à l'aise dans la majorité, il faut la quitter", a déclaré Eduardo Rihan Cypel, porte-parole du PS, cité par Le Figaro. Ambiance.

Pour le moment, peu ont claqué la porte, exceptée Caroline de Haas. "Nous avons fait reculer la gauche", estime-t-elle dans une lettre datée du 10 avril, après 13 ans passés au PS. La féministe a décidé de rendre sa carte pour monter sa propre liste aux européennes. Mais pourquoi les autres n'ont-ils pas (encore) choisi de l'imiter ?

Parce qu'il est encore trop tôt

Mardi 8 mars, Manuel Valls prononce son discours de politique générale qui ne convainc pas les sceptiques, déjà signataires d'une lettre réclamant un "contrat de majorité au gouvernement". Avant le vote de confiance, une cinquantaine de députés PS se retrouvent pendant deux heures à huis clos, salle Colbert, à l'Assemblée nationale.

Les députés souhaitent marquer le coup. Qui vote pour l'abstention ? Pour frapper fort, une vingtaine d'élus sont recherchés, le nombre d'élus nécessaires pour fonder un groupe parlementaire. Tout un symbole d'indépendance. Lors de la consultation à main levée, il ne manque que trois ou quatre députés. Pour le moment, l'aile gauche n'est pas tout à fait prête à prendre son indépendance.

"C'était avant tout pour le poids du symbole", explique un élu présent ce jour-là. "La création d'un groupe n'est pas d'actualité", ajoute une autre. "Peut-être y serons-nous acculés à l'avenir, mais c'est un choix très lourd politiquement." Au

passage, quelques-uns ont préféré éviter les ennuis. Car lors du vote de confiance, seuls 11 députés se sont abstenus d'accorder leur confiance au gouvernement.



Maintenant la gauche @MntLaGauche

Bravo aux 11 députés PS qui se sont abstenus pour leur cohérence lors du vote de confiance cc @JeromeGuedj @SuzanneTallard @gerardsebaoun
10:59 AM - 9 Avr 2014

Parce qu'elle veut incarner la base du parti

C'est encore trop pour Bruno Le Roux, chef de file des députés PS. Interrogé par BFMTV, mercredi 16 avril, il fulmine. "Onze qui n'ont pas voté la confiance au gouvernement, c'est inédit, c'est anormal."

Ce qui a le don d'agacer Jérôme Guedj, l'un des principaux élus de l'aile gauche. "J'aime ce parti profondément, je ne supporte pas qu'on me donne des leçons, et si je reste, c'est précisément pour que tout le monde ne parte pas du PS". Selon lui, donc, la base socialiste a faim de gauche. Et ce n'est pas la politique du gouvernement qui va les retenir. "Réjouissez-vous qu'on mène le combat", lance Gérard Filoche, membre du bureau national, un rien bravache.

Comme lui, plusieurs élus contactés par francetv info constatent un désamour de la part de nombreux militants, voire des désaffections dans les sections. A l'image de la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, qui s'inquiète de "l'évaporation des militants" et qui affirme que ceux-ci "n'ont pas voté pour cette politique-là". Difficile, toutefois, de vérifier l'ampleur du phénomène.

Parce que son message porte davantage en restant

"Hors de question de me sentir mal à l'aise dans mon parti", fulmine Gérard Filoche, membre du Bureau national. "Eduardo Rihan Cyprel est quand même gonflé, c'est lui qui ne devrait pas être à l'aise ! Moi je suis de gauche et socialiste." Pour certains cadres, la déroute du PS aux municipales illustre l'échec des politiques

d'austérité.

"Pourquoi voulez-vous qu'on s'en aille alors qu'on n'a jamais autant progressé ?", poursuit Gérard Filoche. Lors de l'élection du premier secrétaire, le candidat de l'aile gauche Sylvain Mathieu a recueilli près de 33% des voix, malgré un déficit évident de notoriété. L'aile gauche, discrète depuis l'élection de François Hollande, a finalement décidé de hausser le ton. Et tant pis pour la solidarité.

"Nous ne sommes pas marginaux", estime Marie-Noëlle Lienemann. "Et si Bruno Le Roux ou Eduardo Rihan Cyprel s'énervent, c'est bien parce que nos idées progressent." Seuls 11 parlementaires ont pourtant signé la lettre adressée à Manuel Valls, jeudi. Qu'importe. Omniprésent dans les médias, Jérôme Guedj s'enhardit. "J'ai l'impression que nos idées infusent dans tout le parti, bien qu'on ait dit à un moment que nous étions un quarteron." Bref, ce n'est pas le moment d'abandonner.

Parce qu'elle est attachée au PS

Quand il faut défendre le PS sur le terrain, face aux administrés, le grand écart est parfois difficile. "[Le plan de] 50 milliards d'économie, vraiment, ça ne passe pas", explique Nathalie Chabanne, députée PS des Pyrénées-Atlantiques. "Je le vis très mal, ça peut paraître un peu schizophrénique !"

De quoi faire hésiter certains ? "Je ne sortirai pas du Parti socialiste. Peut-être qu'on m'excluera avant", sourit Barbara Romagnan, députée PS du Doubs. "Ça traverse l'esprit, bien sûr, mais on est plus fort dans un parti et je ne suis pas sûr que ça soit mieux ailleurs", surenchérit Philippe Noguès, député socialiste du Morbihan, lui aussi en désaccord avec les choix du gouvernement.

En revanche, beaucoup défendent un rapprochement avec le Parti de gauche et les Verts. La coprésidente du PG Martine Billard estime que la position des socialistes est "intenable à moyen terme", avec le vote décisif du pacte de responsabilité, le 30 avril. "S'il y en a qui veulent nous rejoindre, c'est avec plaisir. Mais nous ne sommes pas dans le racolage." Pour toutes les raisons évoquées, l'aile gauche du PS risque fort de décliner l'invitation. "Quand mon ami et mentor Jean-Luc Mélenchon a quitté le PS en 2008 pour faire le Parti de gauche, je lui ai dit non. J'ai eu alors des moments de doute", se

souvent Jérôme Guedj. "Je ne regrette pas."

francetvinfo.fr

IV) Pourquoi les américains sont fous de Thomas Piketty ?



Régis Soubrouillard - Marianne
Régis Soubrouillard
Journaliste à Marianne, plus particulièrement chargé des questions internationales

En tournée aux Etats-Unis, l'économiste français Thomas Piketty fait chavirer les esprits des universitaires et politiques américains. On le dit à l'origine de la prise de conscience par Barack Obama du creusement des inégalités. En France, François Hollande a largement remis sa réforme fiscale au placard.



RILLON/NECO/SIPA

Les auditoriums de ses conférences-retransmises en direct sur internet- sont pleins à craquer, l'homme est reçu à la maison blanche par les conseillers économiques du président Obama, il s'entretient avec le secrétaire d'Etat au trésor et joue à « guichets fermés » au FMI, la presse lui tire le portrait et disserte à n'en plus finir sur son dernier livre « Le capital au XXI ème siècle » et les thèses de ce frenchie sur la montée des inégalités.

Dans une chronique pour le New-York Times, l'économiste Paul Krugman manque de mots pour exprimer son admiration -« renforcée par (sa) jalousie professionnelle » avoue-t-il- à l'égard de ce génie français, au point de conclure par un cri

de passion : « Quel livre ! ».

L'économiste français Thomas Piketty a été accueilli aux Etats-Unis –presque- comme une rock star ! Pas de fleur à sa descente d'avion, ni d'hymne national ou d'invitation dans le show de Jimmy Fallon mais depuis une semaine, il fait chavirer les « cerveaux » des américains, démocrates et même républicains.

Quelques mois avant sa publication, le livre avait généré des débats déjà enflammés sur les blogs des grandes universités américaines, incitant l'éditeur Harvard University Press à avancer la publication du livre.

Depuis, « Capital in the Twenty-First Century », le titre de l'ouvrage en anglais, s'est vendu à 46.000 exemplaires. Pas mal pour un pavé de 700 pages bourré de graphiques et de tableaux.

Un blogueur du New-York Times ne mâche pas ses mots : « Karl Marx est de retour d'entre les morts. Mais il a abandonné son style soviétique et la foi quasi-biblique que les marxistes avaient placé en lui».

Une "grenade intellectuelle" contre les inégalités

L'hebdomadaire américain, marqué à gauche, « The Nation » évoque une « grenade intellectuelle » jetée dans le débat sur les difficultés économiques du monde. « Pour une bonne raison » poursuit l'auteur : « il remet en cause l'hypothèse fondamentale des politiques américaines et européennes qui veut que la croissance économique va réussir à détourner la colère populaire face au constat de la distribution toujours plus ingéale des revenus et des richesses. »

Le récit historique proposé par l'économiste français fait aussi son effet sur les esprits américains notamment le rôle central joué par les deux guerres mondiales et les immédiats après-guerres.

C'est, affirme Piketty, en raison de la destruction physique du capital durant la période extraordinaire des deux guerres mondiales, de la forte taxation de l'héritage et des impôts sur le revenu « confiscatoires », de la forte inflation qui aida les débiteurs au détriment des crédateurs et finalement de l'atmosphère politique plus favorable au travail au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Ce sont les guerres qui ont fait table

rase du passé, et qui ont donné temporairement l'illusion d'une diminution structurelle des inégalités et d'un dépassement du capitalisme.

Même le Financial Times, dont le souci premier n'est de loin pas la réduction des inégalités dans le monde, parle d'un livre « extrêmement important (...) et d'une grande portée historique ».

Si l'article est louangeur, le chroniqueur ne manque pas d'objecter que Piketty fait des propositions politiquement « irréalistes ». En particulier, lorsqu'il appelle à un retour à des taux marginaux d'imposition beaucoup plus élevés sur les hauts revenus et un impôt sur la fortune mondial et progressif.

Dans la revue Dissent, James Kenneth Galbraith ne succombe pas à la « Pikettymania », lui reprochant des erreurs historiques et d'interprétation et un manque de précision dans sa définition du Capital.

La solution à la décadence de l'empire américain ?

Chroniquant le livre de Piketty dans Marianne, lors de sa sortie en France, c'est peut-être Emmanuel Todd qui donne la clé de cet engouement : « Nous trouvons, conforme à notre préjugé, la puissante montée des inégalités qui caractérise les Etats-Unis et qui a conduit en quelques décennies à une inversion du rapport entre le Nouveau Monde et l'ancien. Mais c'est l'explosion des très hauts salaires des supercadres qui explique le mieux l'inégalité américaine. Immigration et croissance de la population font qu'au total le capital domine moins le revenu aux Etats-Unis qu'en Europe. Aussi bizarre que cela puisse paraître à court terme, on finit par se dire que la mise au pas du capital serait plus facile aux Etats-Unis qu'en Europe. Hors des très grandes familles, le monde anglo-saxon n'aime pas trop la transmission généalogique ».

Piketty sera-t-il le phare de la révolution économique américaine ? Le terrifiant pronostic de la décadence de l'empire américain que fait l'économiste a, en tout cas, de quoi mobiliser les esprits : « L'idéal des pionniers s'est évanoui dans l'oubli et le "Nouveau Monde" est sur le point de devenir la Vieille Europe de l'économie globalisée du XXIe siècle ».

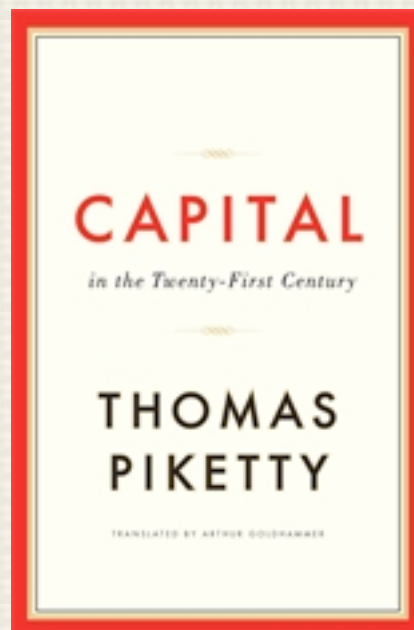
Hollande : « assez nul ! »

En France, le livre de Thomas Piketty a été largement salué par les milieux journalistiques et économiques, mais superbement ignoré par les élites politiques. « Je bénéficie aux Etats-Unis et un peu partout ailleurs qu'en France d'une lecture peut-être moins étroitement politique » expliquait-il récemment au Figaro.

Soutien de François Hollande en 2012, Piketty avait pourtant été l'inspirateur du candidat pour la grande réforme fiscale promise.

La « révolution fiscale » préconisée par Piketty reposait notamment sur la création d'un nouvel impôt fusionnant l'impôt sur le revenu et la CSG dont le prélèvement s'effectuerait à la source sur les revenus du travail et du capital en suivant un barème progressif. Une promesse de réforme oubliée par le président sitôt installé dans son Palais de L'Elysée. Depuis, l'économiste français préféré des américains a largement changé d'avis sur celui qui était son candidat favori lâchant entre deux conférences qu'il trouvait finalement François Hollande « assez nul ».

marianne.net



LAPRESSEENREVUE.EU

Arborant une petite moustache hitlérienne et un drapeau européen avec une croix gammée dessinée sur leur poitrine dénudée, 22 Femen ont manifesté mardi 22 avril à Paris contre le Front national, qui présentait au même moment ses listes aux élections européennes lors d'une conférence de presse.

<http://www.dailymotion.com/embed/video/x1qjkg2>

lemonde.fr

V) Les députés PS veulent durcir les sanctions contre la fraude fiscale



Le député Thierry Mandon, porte-parole du groupe socialiste, à l'Assemblée nationale en janvier 2014 Joel Saget AFP

POLITIQUE - Le porte-parole du groupe PS à l'Assemblée, Thierry Mandon, a expliqué qu'il y a «des risques d'orage avec la majorité

parlementaire»...

Thierry Mandon, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée, a indiqué ce mardi que les députés socialistes, à qui il est demandé d'approuver les 50 milliards d'euros d'économies, veulent durcir les sanctions contre la fraude fiscale. Sur France Inter, l'élu de l'Essonne a expliqué, juste avant la rencontre des députés PS avec Manuel Valls sur ce plan de réduction des déficits, qu'il y a «des risques d'orage avec la majorité parlementaire».

«Convaincue qu'il faut faire des économies, - et même elle peut accepter d'en faire 50 milliards», cette majorité l'est aussi «qu'on ne peut faire porter une partie de cet effort sur les plus fragiles, les retraités, les fonctionnaires dont les salaires seraient bloqués jusqu'en 2017». «On parle de 4 à 5 milliards sur 50", a observé M. Mandon, "donc de 10% du plan présenté par Manuel Valls qui nous dérange». Même si ce sont «10% à haute valeur symbolique et politique». «Là-dessus, il faut travailler», a-t-il dit.

«Qu'on soit intraitable sur la fraude fiscale, l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale»

Interrogé sur des mesures incluses dans les scénarios alternatifs sur lesquels des députés PS ont planché, il a répondu: «L'idée qui me séduit le plus, c'est qu'on aille au bout de la logique de soutien aux entreprises et d'exigence de contreparties, mais en revanche, qu'on soit intraitable sur la fraude fiscale, l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale.»

Il faut donc qu'en «regard du plan d'aide qui va être voté, soit aussi votée une proposition de loi, que nous travaillons d'ailleurs, qui durcirait considérablement ces sanctions et les contrôles». Une trentaine de députés ont fait des contributions, selon lui.

«Un geste»

Thierry Mandon s'est dit convaincu qu'il n'y a pas de risque pour le gouvernement en ce qui concerne le vote du 29 avril sur les engagements financiers de l'Etat pour les trois ans à venir: «là il n'y a pas de difficultés». Mais il attend «un geste» pour le vote ultérieur sur les mesures concrètes d'économies.

«On pense que le gouvernement va nous entendre, mais il faut qu'il accepte de faire évoluer sa

copie», a-t-il insisté. «Si on désespère plus que Billancourt, les fonctionnaires, les retraités, ceux qui touchent des allocations familiales et des allocations logement, il ne restera plus beaucoup d'électeurs pour nous» aux européennes, a-t-il dit.

B.D. avec AFP

20minutes.fr

VI) Immobilier : pourquoi faut-il lutter contre les rentiers fonciers



L'inflation immobilière galopante du début du 21^{ème} siècle en France a creusé les inégalités entre ménages, ainsi qu'entre générations.

Mathias Thépot

Pour faire baisser des prix de l'immobilier trop élevés en France, la fondation Terra Nova propose de lutter contre la rétention foncière, clé de voûte pour accroître efficacement de logements.

L'entrée dans le 21^{ème} siècle a été marquée par un accroissement vertigineux des prix de l'immobilier en France qui ont plus que doublé entre 2000 et 2012. Sur cette période, ils ont davantage crû dans l'hexagone qu'aux États-Unis, qu'en Espagne, qu'au Royaume-Uni, qu'en Italie, qu'aux Pays-Bas, ainsi qu'en l'Allemagne.

Cette inflation immobilière galopante a généré en France plusieurs effets négatifs, creusant les inégalités entre les ménages et entre les générations, tout en nuisant à la compétitivité des entreprises. Désormais, "il est souhaitable que ces prix baissent", prône la fondation Terra Nova, think tank proche du parti socialiste, dans une note publiée ce mardi.

Une baisse des prix de l'immobilier ne ferait pas que des heureux

Nécessaire, une diminution des prix des logements ne ferait en revanche pas que des heureux. "Les détenteurs de biens immobiliers, acquis à prix très élevés pour les acheteurs récents, devraient ainsi accepter une baisse de leur patrimoine", explique le think tank. "Une telle évolution pourrait être déstabilisante, même si des baisses parisiennes de près de 30% au début des années 90 avaient pu être absorbées par la plupart des ménages propriétaires", se souviennent tout de même les auteurs de la note.

Mettre à mal les intérêts des rentiers fonciers

Pour faire baisser les prix, Terra Nova milite comme beaucoup pour l'accroissement de l'offre de logements. Cependant, la fondation avertit : une telle politique ne saurait se faire sans mettre à mal "les intérêts des rentiers fonciers".

Concrètement, les auteurs proposent quatre grandes mesures pour stimuler l'offre de logements et lutter contre la rétention foncière. D'abord, ils soutiennent l'idée d'accroître l'intérêt financier des collectivités locales à construire des logements. Une pratique qui jusqu'ici s'accompagne de beaucoup de contraintes, comme le reflète l'adage "maire bâtisseur, maire battu". De surcroît, accueillir de nouveaux habitants génère souvent de nouvelles dépenses en matière d'équipements publics pour la collectivité (écoles, bibliothèques etc..) et ne rapporte pas suffisamment de recettes fiscales pour compenser.

Inciter les collectivités locales à construire

Terra Nova propose en conséquence "de rétablir un système d'incitation des collectivités locales plus favorable à la construction". L'Etat pourrait ainsi encourager "les élus bâtisseurs et pénaliser ceux qui pratiquent la rétention foncière" en agissant sur la dotation globale de fonctionnement (DGF), dont le montant pourrait être majoré en fonction du nombre de logements construits et prévus dans le plan local d'urbanisme (PLU). Ce qui permettrait de "couvrir les coûts engendrés par la construction de logements".

A l'inverse, si le nombre de logements construits est inférieur à l'objectif dans le plan local d'urbanisme, "la dotation globale de fonctionnement serait diminuée d'autant", est-il

est-il proposé dans la note.

Transfert des compétences d'urbanisme

Pour que les documents d'urbanisme soient élaborés de manière optimale, le think tank est également convaincu de la nécessité de transférer les compétences d'urbanisme au niveau intercommunal, ce que la nouvelle loi pour un accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) instaure déjà sous conditions.

"Il est essentiel que le niveau démocratique de décision d'urbanisme revienne à l'agglomération, où les enjeux de satisfaction globale des besoins d'une part et de minimisation des gênes locales d'autre part peuvent être arbitrés sereinement", jugent les auteurs de la note. "Le niveau de l'agglomération est pertinent pour définir des politiques de logement en cohérence avec l'urbanisme et l'aménagement, les transports, le soutien à l'économie locale", ajoutent-ils.

En finir avec l'urbanisme passif

Mais encore faudra-t-il que ce qui est prescrit dans le PLU intercommunal soit appliqué en temps et en heure. Ainsi, Terra Nova regrette qu'en "France, des terrains sont déclarés constructibles sans déclencher nécessairement de nouvelles constructions dans des délais rapides".

Pour lutter contre cet "urbanisme passif", il faudrait, d'après le think tank, s'inspirer de ce qui est fait dans les pays du nord de l'Europe. Notamment en n'hésitant pas à instaurer davantage de contraintes pour que les PLU soient exécutés rapidement. Par exemple en imposant "à un propriétaire de construire dans un certain délai (5 ans) après l'achat du terrain ou après sa déclaration de constructibilité", faute de quoi il pourrait payer une taxe "sur le foncier bâti calculée avec la constructibilité maximale théorique du PLU" ; ou bien de manière plus radicale, être exproprié "à la valeur du foncier non constructible".

Dissocier le foncier et le bâti

Enfin, Terra Nova milite pour que soient développés des dispositifs qui dissocieraient le foncier du bâti, tout en maîtrisant les prix. L'entité publique consentirait ainsi sur ses terrains des

baux emphytéotiques de très longue durée (99 ans) à des propriétaires-occupants sous plafonds de ressources, ou à des propriétaires-bailleurs avec plafonds de loyers. Le propriétaire bénéficierait d'une décote puisque son achat pour 99 ans serait "hors foncier", et des clauses de contrôle des prix à la vente seraient insérées.

"Ce nouveau type d'emphytéose permettrait aux collectivités publiques mettant à disposition le foncier de contrôler les prix à la revente et ainsi de maintenir leur effort initial pour l'accès à un logement à un prix abordable dans la durée tout en restant propriétaires du terrain", indiquent les auteurs de la note.

Une dissociation définitive du foncier et du bâti pour le logement pourrait aussi être envisagée. Dans ce cadre, Terra Nova n'exclut pas "l'implication possible pour le foncier d'autres investisseurs que les seules collectivités publiques".

Mais si ce type de dispositifs venait à être réellement créé, il faudrait prendre toutes les précautions nécessaire pour ne pas favoriser l'émergence de rentes infinies qui seraient déconnectées de l'intérêt du plus grand nombre.



L'auteur
Mathias Thépot

Mathias Thépot

@MathiasThepot

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue

